

Enorme scandale : la Cour de Justice clôture l'enquête sur la gestion du Covid !!!

écrit par Christine Tasin | 3 janvier 2025



Les 3 ministres (restons polis, j'ai une envie folle de les traiter de tous les noms) **Édouard Philippe**, **Agnès Buzyn**, et **Olivier Véran** – personne ne parle de Macron ? comme c'est étrange !- ne seront donc pas mis en exzamen malgré leur gestion calamiteuse et mortifère de la crise Covid. Envie de crier « tous pourris » ! Une fois de plus...

Philippot et Jean-Frédéric Poisson sont verts et persistent. Ils demandent une commission d'enquête parlementaire, comme aux Etats-Unis. Il n'est pas pensable que les responsables politiques ne soient pas jugés... Ils considèrent que des

ministres doivent au moins rendre des comptes devant le Parlement.

Mais il y a peu d'espoir...

*Comme l'a confirmé Rémy Heitz, le procureur général de la Cour de justice de la République, suite à une information donnée ce lundi 30 décembre par France Info (Source 1), **l'enquête est désormais close. Et aucune mise en examen n'a été annoncée, ouvrant la voie à un probable non-lieu.***

La CJR est la seule instance habilitée à juger les membres du gouvernement pour des faits accomplis durant leur mandat. En l'absence de mise en examen, et dans l'attente d'un éventuel non-lieu, les trois ex-ministres sont placés sous le statut de témoin assisté.

*Précisons toutefois qu'une de ces trois ministres avait bien été mise en examen : Agnès Buzyn avait été mise en examen pour mise en danger de la vie d'autrui, mais s'était **pourvue en cassation** et avait obtenu **l'annulation de cette mise en examen**. Comme le rappellent nos confrères de France Info, la Cour de cassation avait estimé qu' "aucun des textes [...] pour mettre en examen l'ancienne ministre de la Santé ne prévoit d'obligation particulière de prudence ou de sécurité". L'ex-ministre avait alors été placée sous **le statut intermédiaire de témoin assisté** pour "mise en danger de la vie d'autrui", ainsi que pour "abstention volontaire de combattre un sinistre", tout comme Édouard Philippe et Olivier Véran.*

<https://www.santemagazine.fr/actualites/actualites-sante/gestion-du-covid-19-par-le-gouvernement-francais-le-detail-du-verdict-suite-a-lenquete-1108933>

Jean-Philippe Poisson demande que chaque chambre du Parlement diligente des commissions d'enquête pour examiner les différents aspects de la gestion de la crise sanitaire. Il dénonce clairement l'instrumentalisation politique de la crise et l'opacité des décisions prises, sans parler de leur

non sens :

Le déficit d'information, provoqué par une gestion hyper-centralisée et personnalisée, a contribué au désastre. Combien de décès auraient pu être évités ? Combien de jeunes ont vu leur santé mentale durablement affectée ? Combien d'années de vie étudiante ont été gâchées ? Et que dire des montagnes de dettes accumulées ? Le bilan de la gestion de la crise Covid est une véritable catastrophe. Une commission d'enquête serait donc non seulement justifiée, mais nécessaire.

[...]

Il faut également éclaircir l'instrumentalisation du Conseil scientifique. Jean-François Delfraissy, qui présidait le Conseil scientifique et est aujourd'hui président du Comité consultatif national d'éthique, a lui-même admis que ses recommandations n'étaient jamais suivies et que la gestion de la crise sur le plan médical était une catastrophe. Pourquoi n'a-t-il alors rien dit ? Pourquoi n'a-t-il pas alerté ?

[...]

Rendre des comptes devant le Parlement est une évidence inscrite dans la Constitution. Le Parlement a pour mission de contrôler l'action du gouvernement, ce qui signifie que le gouvernement est soumis à ce contrôle pendant qu'il agit. Mais indépendamment de cela, lorsque des fautes sont commises même dans un cadre politique, il est naturel que leurs auteurs rendent des comptes devant la justice.

Si on pouvait accorder une certaine indulgence aux responsables politiques pour les trois premiers mois de la crise sanitaire, car ils étaient confrontés à l'inconnu, au-delà de cette période, non.

Dès que nous avons su que le confinement généralisé était inutile, nous aurions dû adopter une approche plus ciblée : isoler les malades et les personnes à risque, les accompagner avec le soutien des tissus associatifs solides en France, tout en permettant aux autres de continuer à vivre normalement. Cela aurait évité ne serait-ce que de générer des montagnes de dettes qui, encore aujourd'hui, nous accablent.

Tout cela était clair dès les trois premiers mois de la crise sanitaire. Alors **pourquoi avoir choisi une ligne d'action si déraisonnable, si mensongère, qu'il a fallu multiplier les stratagèmes pour la faire accepter aux Français ?**

[...]

Également, il faut examiner les conflits d'intérêts innombrables qui ont émaillé cette gestion de crise. Combien de « médecins de plateau » se sont-ils succédé sur nos écrans pour vanter un vaccin présenté comme miraculeux, tout en ignorant – ou feignant d'ignorer – des données inquiétantes ?

Par exemple, au printemps 2021, l'Agence nationale de sécurité du médicament **annonçait 13 décès potentiellement liés à l'administration du vaccin.** Pourquoi cette information n'a-t-elle pas été relayée avec la même urgence qu'une alerte sanitaire liée à une intoxication alimentaire ?

[...]

Delfraissy voyant le désastre, s'est désolidarisé après la présidentielle en déclarant qu'il n'y était, somme toute, pour rien. Mais ce genre de déclaration aurait dû venir bien plus tôt. C'était son devoir, par sa fonction, de signaler ces dérives au moment où elles se produisaient, pas après coup.

[...]

Personnellement, j'ai payé le prix de cette doxa durant la crise Covid, me retrouvant banni des médias français, y compris de ceux qui étaient considérés comme amis, tels CNews. Tout cela parce que j'ai affirmé, lors d'un plateau télévisé, que le vaccin causait des décès – une information pourtant confirmée par l'Agence nationale de sécurité du médicament. Cette déclaration m'a valu les foudres de la rédaction et une confrontation avec le journaliste qui m'a reproché d'avoir émis des allégations non vérifiées par leurs équipes. Pourtant, ce que je disais était juste.

[...]

Pendant cette crise et même encore sur bien des sujets aujourd'hui, le rôle des médias a été profondément défaillant, donnant avant tout le sentiment qu'il consiste en réalité à protéger une caste dirigeante arc-boutée sur ses privilèges et désireuse de masquer les scandales pour se protéger à tout prix.

<https://www.epochtimes.fr/jean-frederic-poisson-la-decision-de-la-cjr-de-cloturer-lenquete-sur-la-gestion-du-covid-19-est-inique-2827378.html>